



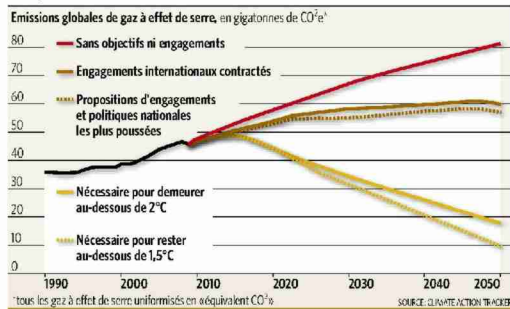
Le Temps  
1211 Genève 2  
022/ 888 58 58  
www.letemps.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 44'450  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 719.10  
Abo-Nr.: 1077515  
Seite: 14  
Fläche: 56'412 mm<sup>2</sup>

## Réchauffement inférieur à 2°C, but contesté

### Trajectoires d'émissions de référence



**Lit asséché d'une rivière chinoise.** Retenir pour cible la hausse des températures est sujet à caution mais cela a permis d'intégrer dans le jeu les États-Unis et les pays émergents. NANCHANG, 5 DÉCEMBRE 2007

**> Climatologie** Le seul objectif chiffré que s'est donné la communauté internationale paraît d'ores et déjà inatteignable

**> Faut-il l'abandonner?** «Une telle cible vaut mieux que rien», disent certains. Pour d'autres, il faut quantifier la pollution par personne

#### Etienne Dubuis

Rester en deçà d'un réchauffement de 2°C: c'est là le seul objectif chiffré global que la communauté internationale est parvenue à se fixer pour tenter de limiter le changement climatique. Mentionné dans l'accord de Copenhague et confirmé quelques mois plus tard par la conférence de Cancun, cet engagement va se retrouver au cœur des discussions de la prochaine réunion du genre, qui s'ouvre dans moins de deux semaines à Durban. Or, à la vitesse où les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère, ce but paraît d'ores et déjà extrêmement difficile, voire pratiquement impossible, à atteindre. Que faire? Persévérer dans la même

voie? Changer de cible?

«Le cumul des émissions globales de gaz à effet de serre ne devrait pas dépasser 1600 à 1700 gigatonnes d'équivalents CO<sub>2</sub> (CO<sub>2</sub>e) entre 2000 et 2050 si nous voulons atteindre probablement – soit avec 66% de chances d'y arriver – l'objectif des 2°C», explique Joeri Rogelj, chercheur à l'Institut des sciences de l'atmosphère et du climat de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich et auteur d'un récent article sur le sujet dans la revue *Nature Climate Change*. «Et il ne devrait pas dépasser 2000 gigatonnes de CO<sub>2</sub>e si nous voulons garder 50% de chances d'y parvenir.»

Dans leur article, Joeri Rogelj et ses collègues ont tenté de dessiner

les évolutions optimales d'émissions susceptibles d'atteindre l'objectif des 2°C. A leurs yeux, pour avoir 50% de chances de succès, l'humanité doit atteindre son pic d'émissions entre 2005 et 2015, être redescendue à 44 gigatonnes en 2020 (contre plus de 48 gigatonnes aujourd'hui) et diminuer par la suite ses rejets de 2,7% par an. Un retard n'empêche pas forcément d'atteindre le but. Mais il suppose ensuite une chute vertigineuse et donc potentiellement très coûteuse des émissions.

Le site d'information Climate Action Tracker a estimé, pour sa part, quelle quantité de gaz à effet de serre serait diffusée en 2020 si les pays du globe tenaient les engage-



Le Temps  
1211 Genève 2  
022/ 888 58 58  
www.letemps.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 44'450  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 719.10  
Abo-Nr.: 1077515  
Seite: 14  
Fläche: 56'412 mm<sup>2</sup>

ments internationaux qu'ils ont contractés l'an dernier à la conférence de Cancun. Il est parvenu au chiffre de 54 gigatonnes de CO<sub>2</sub>e, soit à 10 gigatonnes de plus que la valeur recommandée. Il a ensuite procédé au même calcul dans le cas où ces mêmes Etats appliquaient les réductions maximales qu'ils se sont proposé de réaliser sous condition. Le résultat est encore de 51 gigatonnes, soit de 7 gigatonnes de trop.

«Il nous faudra à l'avenir un autre type de buts, à la fois plus ambitieux et plus équitable»

Le but des 2°C doit-il dès lors être conservé? Professeur de sciences politiques à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève, Urs Luterbacher n'est pas convaincu: «Une telle cible vaut mieux que rien. Mais il s'agit d'un vœu pieux. Les Etats se sont donné cet objectif parce qu'il n'est pas contraignant. Personne ne sait très bien ce qu'il signifie en termes d'émissions et plus encore en termes d'efforts à réaliser rapidement. Etant donné l'urgence du problème, il serait plus utile de fixer comme limite une quantité plafond de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.»

«Les efforts consentis par les politiques ne correspondent pas du tout aux 2°C, proteste Christoph Ritz, directeur exécutif de ProClim, l'interface suisse entre la science, l'économie, la politique et le grand public. Il nous faudra par conséquent un autre type de buts, à la fois plus ambitieux et plus équitable. Et là, je ne vois pas d'autre voie que des allocations par personne, égales pour tous, de l'ordre de une tonne de CO<sub>2</sub> par an, qui resteraient valables si l'on rate la cible actuelle.»

En attendant, José Romero, négociateur de la division Affaires internationales de l'Office fédéral de l'environnement, s'accroche aux 2°C: «Cet objectif a deux grandes qualités. Il est inattaquable, parce qu'il est évoqué par la science elle-même. Et il n'est pas polémique, parce qu'il ne dit rien des allocations d'émissions par pays. Bien sûr, il nous laisse sur notre faim. Mais il nous permet de vérifier la consistance des engagements. Ce qui est intéressant dans la dynamique des négociations.»

«Il ne faut pas oublier la vision stratégique qui a conduit à cet objectif des 2°C, ajoute Yohan Ariffin, maître d'enseignement et de recherche, spécialisé dans la politique

environnementale, de l'Université de Lausanne. Le Protocole de Kyoto conclu en 1997 a distingué un certain nombre de pays développés, contraints de restreindre leurs émissions, et d'autres grands émetteurs dont les Etats-Unis et les pays émergents, restés à l'écart de cet effort. La situation est devenue peu à peu intenable et il a fallu trouver un accord susceptible d'intégrer les uns et les autres. A défaut de leur imposer un régime commun de limitations d'émissions, il s'est avéré possible de leur donner le même objectif climatique.»

Les 2°C restent un objectif imprécis. Mais cela pose-t-il un grave problème? «Là n'est pas l'essentiel, répond Yohan Ariffin. Les grands acteurs du jeu climatique s'étant donné un but, ils ne peuvent plus faire comme si de rien n'était. C'est notamment le cas des Etats-Unis et de la Chine, qui représentent plus de 40% des émissions mondiales et se retrouvent dans l'obligation de participer sérieusement à l'effort commun sous peine d'être discrédités. Et puis, cette logique favorise un minimum d'empressement. Plus un Etat attend pour se décider, plus les mesures qu'il aura à prendre devront être drastiques.»